



Orange signe une Convention de lutte contre les malveillances visant les réseaux de télécommunication, et renforce ainsi ses relations avec les collectivités territoriales

Le 20 mai, Fabienne Dulac, Directrice Générale Adjointe d'Orange France et Patrice Faure, Préfet du Morbihan, signent à Vannes une Convention territoriale de lutte contre les malveillances visant les réseaux de télécommunication. L'opérateur renforce ainsi les actions de prévention et de lutte contre les actes de malveillance (vols, destructions et dégradations), en coordination étroite avec l'Etat et les forces de police ou de Gendarmerie.

Cet accord s'inscrit dans le cadre de la signature d'une convention nationale de lutte contre la malveillance sur les réseaux de télécommunication, signée le 9 mars 2021 par le Ministre de l'Intérieur et les acteurs télécom concernés : Orange, SFR, Bouygues, Free, Cellnex, ATC France, Hivory, TDF et la FFT. Elle sera déclinée dans chaque département.

Ces derniers 18 mois, une hausse des actes de vandalisme sur les infrastructures réseaux fixe et mobile a été constatée. Vols de câble cuivre, armoires vandalisées, fibres optique sectionnées, sites mobile incendiés : depuis janvier 2020, Orange a constaté plus de 130 actes de sabotage dont 61 sites mobiles dégradés, privant ainsi de nombreux foyers, entreprises et organismes publics (hôpitaux, numéros d'urgence...) de moyens de communication.

« A l'heure où la connectivité est devenue un enjeu crucial, les actes de malveillance sur nos installations représentent un coût financier, matériel et humain considérable, non seulement pour les opérateurs mais pour tous les citoyens que ces actes pénalisent. Cette convention va dans le bon sens, celui d'une coopération renforcée entre les opérateurs et les forces de l'ordre pour mettre fin à ces agissements. Une action commune sur ces dégradations est indispensable, car leurs conséquences sont l'affaire de tous. » Fabienne Dulac, CEO d'Orange France

Cette convention souligne l'importance majeure des infrastructures réseaux pour assurer le fonctionnement des services de l'Etat, maintenir l'activité des acteurs socio-économiques - dont certains sont d'importance majeure - et renforcer la cohésion nationale.

Grâce à cette convention, les échanges d'informations ainsi que les dépôts de plainte, déjà systématiques en cas de dégradation d'infrastructures, seront facilités ; la collaboration dans les enquêtes menées par les services de l'Etat sera renforcée.

A propos d'Orange

Orange est l'un des principaux opérateurs de télécommunication dans le monde, avec un chiffre d'affaires de 42,3 milliards d'euros en 2020 et 140 000 salariés au 31 mars 2021, dont 80 000 en France. Le Groupe servait 262 millions de clients au 31 mars 2021, dont 217 millions de clients mobile et 22 millions de clients haut débit fixe. Le Groupe est présent dans 26 pays. Orange est également l'un des leaders mondiaux des services de télécommunication aux entreprises multinationales sous la marque Orange Business Services. En décembre 2019, le Groupe a présenté son nouveau plan stratégique « Engage 2025 » qui, guidé par l'exemplarité sociale et environnementale, a pour but de réinventer son métier d'opérateur. Tout en accélérant sur les territoires et domaines porteurs de croissance et en plaçant la data et l'IA au cœur de son modèle d'innovation, le Groupe entend être un employeur attractif et responsable, adapté aux métiers émergents.

Orange est coté sur Euronext Paris (symbole ORA) et sur le New York Stock Exchange (symbole ORAN).

Pour plus d'informations (sur le web et votre mobile) : www.orange.com, www.orange-business.com ou pour nous suivre sur Twitter : [@presseorange](https://twitter.com/presseorange).

Orange et tout autre produit ou service d'Orange cités dans ce communiqué sont des marques détenues par Orange ou Orange Brand Services Limited.

Contact presse :

Louise Berrux, louise.berrux@orange.com

Mathilde Boistay, mathilde.boistay@orange.com